

Tendances conjoncturelles

Fiche de travail

Tendances conjoncturelles, printemps 2017

De quoi s'agit-il?

Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) est le centre de compétence de la Confédération pour les principales questions de politique économique. Chaque trimestre, il examine en détail la situation économique actuelle et établit de nouvelles prévisions conjoncturelles pour l'année en cours et la suivante¹.

Les **prévisions pour le printemps 2017** ont été publiées le **21 mars 2017** dans un communiqué de presse.

Elles sont également présentées de façon approfondie dans une publication sur la situation économique en Suisse et à l'étranger intitulée «Tendances conjoncturelles», librement accessible sur Internet: www.seco.admin.ch > [Services et publications](#) > [Publications](#) > [Tendances conjoncturelles](#).

La présentation des «Tendances conjoncturelles» du SECO a changé depuis le printemps 2017. L'ancien récapitulatif d'une page a été supprimé. En remplacement, iconomix rédige un résumé dans la présente fiche de travail à partir d'extraits de la publication du SECO, tout en suivant la nouvelle structure de cette dernière. Comme auparavant, ce résumé est complété par des questions de compréhension et d'approfondissement.



La Suisse est un petit pays étroitement lié au reste du monde. Elle est donc fortement exposée aux influences de la conjoncture internationale. C'est pourquoi le SECO consacre la première partie de sa publication à la situation économique sur le plan mondial et à l'environnement monétaire. Il analyse le contexte national dans la deuxième partie et expose les dernières prévisions conjoncturelles dans la troisième partie. Enfin, il explique dans la quatrième partie les risques liés à l'évolution économique actuelle et future telle qu'elle ressort des analyses et des prévisions.

La présente fiche de travail englobe en outre un dossier spécial issu de la publication du SECO, complété lui aussi par des questions de compréhension et d'approfondissement. Ce dossier porte sur **le déficit de la balance des transactions courantes des Etats-Unis et les relations commerciales avec la Suisse**. Il examine les causes et les conséquences de ce déficit ainsi que l'importance particulière des échanges de services entre les Etats-Unis et la Suisse.

Situation internationale et environnement monétaire

Economie mondiale

La croissance de l'économie mondiale s'est poursuivie, au 4^e trimestre 2016, sur la même lancée qu'au trimestre précédent. Les Etats-Unis ont connu une solide croissance. La reprise s'est consolidée dans la zone euro. Divers indicateurs révèlent une accélération de la croissance économique mondiale en ce début d'année: la production industrielle et le commerce, au niveau mondial, ainsi que les prix des principales matières premières se sont notablement redressés à la fin de 2016 tandis que les indicateurs du climat économique, malgré des risques politiques considérables, dessinaient globalement une tendance à la hausse.

Cadre monétaire

Depuis quelques mois, le cadre monétaire est caractérisé par les divergences entre la politique des Etats-Unis et celle des autres zones monétaires. Par un relèvement répété du taux directeur, la normalisation de la politique monétaire des Etats-Unis suit son cours tandis que les banques centrales de la Suisse, de la zone euro, du Japon et de la Grande-Bretagne maintiennent leur politique expansionniste. Quant aux prix du pétrole, leur augmentation a entraîné, dans le monde entier, une hausse des taux d'inflation.

¹ Outre le SECO, plusieurs institutions et entreprises publient des prévisions conjoncturelles concernant la Suisse, notamment BAK Basel Economics, la Banque Cantonale de Zurich (ZKB), la Banque nationale suisse (BNS), le Centre de recherches conjoncturelles de l'EPFZ (KOF), le Credit Suisse (CS), le Fonds monétaire international (FMI), l'Institut CREA de macroéconomie appliquée, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et UBS.

Contexte: compréhension

a. Décrivez l'état actuel de l'économie mondiale

b. Comment se présente l'évolution monétaire?

Contexte: approfondissement

c. Comment évaluez-vous les présentes perspectives de l'économie mondiale?

d. Pourquoi les Etats-Unis ont-ils pu relever leurs taux directeurs?

Situation économique en Suisse

Les données actuelles émettent des signaux mixtes. Si la croissance du PIB est restée en-deçà des attentes au deuxième semestre 2016, les indicateurs de confiance montrent clairement vers le haut.

Le **produit intérieur brut** a augmenté de 0,1% au 4^e trimestre. Côté production, l'industrie manufacturière a surpris d'une manière négative ; côté dépenses, la croissance a été surtout soutenue par la consommation. Le PIB a enregistré une croissance annuelle de 1,3%.

Marché du travail: L'emploi s'est faiblement développé en 2016. Depuis septembre 2016, le nombre de chômeurs inscrits (désaisonnalisé) a toutefois diminué. Le taux de chômage s'est maintenu à 3,3% jusqu'à fin février 2017

Prix: Avec la hausse des prix du pétrole, les prix à la consommation sont largement revenus en terrain positif. En février 2017, l'indice suisse des prix à la consommation (IPC) se situait à 100,4 points, ce qui représente une hausse de 0,6% en évolution annuelle. En l'espace d'une année, les prix à l'importation ont connu leur plus forte hausse depuis huit ans.

Situation économique: compréhension

- a. Quelle est la situation de l'économie suisse?

- b. Comment a évolué le marché du travail en Suisse?

Situation économique: approfondissement

- c. Quelle est la tendance en matière d'inflation?

Prévisions conjoncturelles

La croissance de l'économie mondiale devrait se poursuivre à un rythme toujours modéré en 2017 et en 2018, ce qui profite au commerce extérieur de la Suisse.

Prévisions pour la Suisse

Concernant la croissance du PIB, le Groupe d'experts de la Confédération s'attend à une accélération à 1,6% en 2017 et à 1,9% en 2018. Sous l'effet de la reprise, le taux de chômage devrait retomber à 3,2% en 2017 et 3,1% en 2018. Au cours des deux années prévisionnelles, la demande intérieure devrait fortement stimuler la croissance.

Après une année 2016 en demi-teinte, la consommation privée devrait se consolider sous l'effet de la reprise du marché du travail et de la croissance démographique. Durant ces deux années, le commerce extérieur devrait apporter une contribution positive à la croissance du PIB. Les perspectives réjouissantes pour l'économie mondiale devraient avoir une influence positive sur les exportations suisses. A condition que le franc suisse ne connaisse pas un nouvel épisode de forte appréciation, la croissance des exportations pourrait bénéficier d'une plus large assise que l'an passé.

Prévisions: compréhension

- a. Sur quelle croissance du PIB table le Groupe d'experts de la Confédération en 2017 et en 2018?

- b. Comment évoluera le marché du travail?

Prévisions: approfondissement

- c. Quels seront les moteurs de la croissance ces prochaines années?

Risques

Vu la hausse du nombre de logements vacants, l'essor du secteur de la construction pourrait prendre fin dans le courant de la période de prévision. Une grande insécurité politique règne au niveau international. L'orientation future de la politique économique et commerciale des Etats-Unis, en particulier, demeure floue. Les pays axés sur les exportations seraient durement touchés par d'éventuelles mesures

protectionnistes. La prochaine élection en France et les difficultés latentes du secteur bancaire italien constituent aussi des facteurs de risque internationaux. En outre, les modalités de mise en œuvre du Brexit sont encore inconnues. L'économie suisse serait particulièrement touchée si ces incertitudes venaient à provoquer une nouvelle pression sur le franc suisse.

Risques: compréhension

- a. Décrivez les principaux risques conjoncturels actuels de l'économie mondiale?

Risques: approfondissement

- b. Quels autres risques les économistes de la Confédération ont-ils identifiés en Suisse?

- c. Pourquoi les incertitudes politiques engendrent-elles des risques particuliers pour l'économie suisse?

Dossier spécial

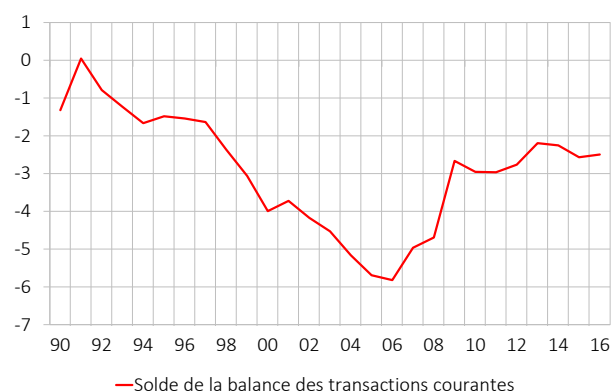
La présente fiche de travail englobe un dossier spécial portant sur «**le déficit de la balance des transactions courantes des Etats-Unis et les relations commerciales avec la Suisse**». Ce dossier spécial examine les causes et les conséquences de ce déficit.

Déficit de la balance courante des Etats-Unis

Les Etats-Unis affichent depuis des décennies un déficit de la balance des transactions courantes (graphique 1) essentiellement dû au commerce de marchandises : le pays importe en effet beaucoup plus de marchandises qu'il n'en exporte. Le déficit de la balance des transactions courantes a été imputé, entre autres, à la très faible propension de la population à l'épargne, conjuguée à un niveau extraordinairement bas des taux d'intérêt.

graphique 1: Solde de la balance des transactions courantes des Etats-Unis

En % du PIB



source : OCDE

En comparaison internationale, l'économie américaine dans son ensemble est assez peu axée sur les exportations. L'imposition relativement forte des entreprises aux Etats-Unis peut avoir incité certaines sociétés à préférer desservir le marché mondial à partir de l'étranger. Un autre fait peut avoir joué dans ce sens, à savoir la proximité immédiate du Mexique, très grand pays où les salaires sont bas et qui, pour la production de produits finis et semi-finis, offre souvent des conditions plus concurrentielles que les Etats-Unis. Dans le commerce de marchandises avec les Etats-Unis, le Mexique a ainsi enregistré en 2016 un excédent de l'ordre de 63 milliards de dollars US (USD), presque aussi élevé que celui de l'Allemagne (d'env. 65 milliards USD). Des pays asiatiques, et en premier lieu la Chine, affichent également un excédent avec les Etats-Unis dans le domaine du commerce des marchandises. En 2016, l'Empire du Milieu

a été le pays qui, avec un excédent de quelque 347 milliards USD, a le plus contribué au déficit de la balance commerciale des marchandises des Etats-Unis. Pays émergent où les coûts salariaux sont relativement bas, la Chine a offert aux entreprises étrangères des conditions avantageuses les incitant à délocaliser certaines phases de production nécessitant beaucoup de main-d'œuvre. La Banque centrale chinoise a par ailleurs empêché longtemps, ou du moins freiné, l'appréciation de la monnaie chinoise en achetant des devises étrangères. En 2005, elle a instauré une appréciation contrôlée et, ces dernières années, le yuan chinois a même subi une pression à la dépréciation. Néanmoins, selon les dernières estimations, plus de deux millions d'emplois ont été délocalisés des Etats-Unis vers la Chine au cours de la période de 1999 à 2011. Parallèlement, le solde de la balance des transactions courantes américaine s'est, une fois encore, nettement détérioré entre 1997 et 2006 (graphique 1). A ce moment-là déjà, l'augmentation incessante du déficit de la balance des transactions courantes était souvent considérée comme un problème.

En 2015, considérant que la dépréciation d'une monnaie favorise les exportations du pays concerné vers les Etats-Unis et pourrait réduire ses importations de biens et services américains, le Congrès a finalement obligé l'administration Obama à surveiller les principaux partenaires économiques du pays quant à leurs pratiques en matière de taux de change (« Trade Facilitation and Trade Enforcement Act »). Depuis lors, le Trésor américain présente un rapport semestriel sur une série de partenaires principaux choisis en fonction du volume des échanges bilatéraux (exportations + importations). Le choix était basé sur trois critères principaux :

- l'excédent de la balance des transactions courantes du pays concerné dépasse 3% du PIB;
- l'excédent de la balance du commerce de marchandises avec les Etats-Unis dépasse 20 milliards USD;
- les achats de devises du pays concerné dépassent 2% du PIB en l'espace de 12 mois

Si l'un des douze principaux partenaires commerciaux répond à deux de ces critères, il est soumis à un examen approfondi. Lorsque les trois critères sont réunis, le gouvernement américain est tenu d'examiner s'il convient de prendre des mesures permettant d'influer sur la politique économique du pays visé de manière à améliorer, du point de vue américain, la situation liée à chacun des trois

critères en question. La nouvelle administration mise en place par Trump semble donner à la réduction du déficit de la balance courante des Etats-Unis une priorité encore plus importante que celle que lui conférait le gouvernement précédent. Il est donc concevable que les critères mentionnés fassent l'objet d'une interprétation plus stricte, voire de modifications.

La Suisse dans la « Monitoring List » du Trésor américain

Depuis de nombreuses années, la Suisse affiche régulièrement un excédent de sa balance courante de l'ordre de 10% de son PIB. De plus, ces dernières années, la Banque nationale suisse (BNS) a acheté de très grandes quantités de devises étrangères. En 2016, la Suisse a dépassé le Brésil et les Pays-Bas quant au volume de ses échanges commerciaux avec les Etats-Unis, devenant leur douzième partenaire commercial au prorata de la somme des exportations et des importations de marchandises. Elle fait ainsi partie du groupe des principaux partenaires commerciaux et, étant donné qu'elle répond à deux des critères précités, elle s'est retrouvée automatiquement ajoutée à la liste des pays qui seront soumis à un examen approfondi de la part du Trésor américain.

En 2016, elle était encore bien loin de répondre au troisième critère, lequel consiste en un excédent dépassant 20 milliards de dollars US dans la balance du commerce de marchandises avec les Etats-Unis. Si le nouveau gouvernement américain en venait à modifier ces critères, la Suisse pourrait se retrouver tout à coup désignée comme un pays ne respectant pas les « bonnes pratiques en matière de change », avec les effets imprévisibles qui s'ensuivraient.

Commerce de services entre la Suisse et les Etats-Unis

Dans les échanges avec les Etats-Unis, le commerce de services a, pour la Suisse, une importance encore plus grande, en comparaison internationale, que celui des marchandises. Les données dont on dispose indiquent même que les Etats-Unis sont de loin le plus important partenaire commercial de la Suisse dans le secteur des services. Au contraire de ce qui se passe dans le commerce de marchandises, la balance commerciale de la Suisse par rapport aux Etats-Unis est déficitaire dans le secteur des services. Les entreprises et les particuliers, en Suisse, recourent donc davantage à des prestations en provenance des Etats-Unis que l'inverse. Le BEA indique que la Suisse, en 2005, tirait encore du commerce de services avec les Etats-Unis un excédent d'environ 1 milliard de dollars US. Dans la période qui a suivi, cet excédent s'est transmué en un déficit atteignant près de 10 milliards de dollars US en 2015 et compensant largement celui enregistré par les Etats-Unis dans le commerce de marchandises.

Du point de vue des Etats-Unis, la Suisse a également une importance beaucoup plus grande dans le commerce de services que dans celui des marchandises. En 2015, tant en ce qui concerne les exportations que les importations, environ 4% du total des services ont été des échanges avec la Suisse, qui se plaçait au 7^e rang du classement des principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis.

tableau 1: Commerce de marchandises, principaux partenaires commerciaux de la Suisse en 2016

Valeurs nominales annuelles en millions CHF ; total 2 :

y c. or en lingots, métaux précieux, monnaies, pierres gemmes, objets d'art et antiquités

rang	exportations de biens	quote-part	importations de biens	quote-part	solde de la balance comm.			
1	Allemagne	42'855	14%	Allemagne	51'022	19%	Chine (sans HK)	14'442
2	Etats-Unis	36'363	12%	Etats-Unis	23'637	9%	Royaume-Uni	13'284
3	Royaume-Uni	31'977	11%	Italie	19'375	7%	Inde	12'853
4	Chine (sans HK)	26'751	9%	Royaume-Uni	18'693	7%	Etats-Unis	12'726
5	Hongkong	18'194	6%	France	16'347	6%	Hongkong	10'150
6	France	17'286	6%	Emirats arabes	16'215	6%	Japon	4'025
7	Italie	14'580	5%	Chine (sans HK)	12'308	5%	Singapour	3'034
8	Inde	14'330	5%	Hongkong	8'044	3%	Canada	2'378
9	Japon	7'537	3%	Autriche	7'775	3%	Arabie saoudite	2'326
10	Autriche	7'404	2%	Irlande	7'642	3%	Corée du Sud	2'071
total	298'547			264'166			34'381	

source : AFD

Dossier spécial: compréhension

a. Expliquez pourquoi les Etats-Unis affichent depuis des décennies un déficit de la balance des transactions courantes.

b. Expliquez pourquoi les biens fabriqués au Mexique ou en Chine qui sont destinés au marché mondial sont plus compétitifs que ceux provenant des Etats-Unis.

c. Pourquoi la Suisse figure-t-elle sur la liste de surveillance (Monitoring List) du département américain des finances?

Dossier spécial: approfondissement

d. Pourquoi l'ancien gouvernement de Barak Obama a-t-il été contraint en 2015 de surveiller les principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis? Quel est l'objectif de cette mesure?

e. Expliquez comment la Banque centrale de Chine a influé sur la compétitivité de l'industrie chinoise entre 2009 et 2011.

f. Quelle est la situation si l'on tient compte des échanges de services?

g. Pourquoi est-il restrictif et partiellement incorrect sur le plan économique de penser que le déficit de la balance commerciale américaine est exclusivement un point négatif?
